

## Retard à prévoir pour le métro du Grand Paris ?

Sibylle VINCENDON :13 janvier 2014



Les 200 kilomètres de métro représentent un investissement de 21 milliards d'euros d'ici à 2025.  
(Photo Gonzalo Fuentes. Reuters)

RÉCIT

### **En changeant le patron de la Société du Grand Paris, le gouvernement inquiète les professionnels du bâtiment et ulcère les élus d'Ile-de-France.**

Drôle d'ambiance pour des vœux. A la Société du Grand Paris (SGP), Etienne Guyot, président du directoire, a fait ce lundi matin tout son possible pour dessiner à la fois le riche passé et l'actif avenir de cette toute jeune entreprise publique, chargée de construire le plus grand projet de métro depuis celui de Fulgence Bienvenüe.

Louable dévouement car la semaine dernière, on apprenait que Matignon avait choisi son successeur, en la personne de Philippe Yvin, conseiller au cabinet de Jean-Marc Ayrault et proche de Claude Bartolone. Il sera présenté au conseil de surveillance de la SGP le 21 janvier. Mais Guyot a fait comme si de rien n'était. *«N'attendez pas que je commente un processus en cours, je suis un serviteur de l'Etat»*, s'est-il contenté de dire pour contrer une forte atmosphère de pot de départ.

Le remplacement des hauts fonctionnaires à la tête des entreprises publiques fait partie de la routine de l'Etat mais nombre d'élus d'Ile-de-France voient la Société du

Grand Paris comme un cas à part. Depuis que le projet d'un métro géant autour de la capitale est né en 2010, tout le travail de l'Etat et de la région a consisté à se mettre d'accord sur un tracé et un calendrier qui emportent l'adhésion des élus locaux. C'est ce consensus qu'Etienne Guyot a travaillé en deux ans et demi, unanimité qui lui a permis de pousser les feux et d'être raccord côté délai. Le 6 mars dernier, le Premier ministre annonçait qu'il poursuivait ce projet lancé sous la droite et désormais réclamé par tous.

### «Le pire des signes»

Les 200 kilomètres de métro représentent un investissement de 21 milliards d'euros d'ici à 2025 et 15 000 à 20 000 emplois directs par an pour les chantiers. D'où l'inquiétude de la Fédération nationale des travaux publics, exprimée dans un communiqué : *«On ne change pas l'entraîneur d'une équipe qui gagne à la veille d'une échéance importante ! Le danger, écrit la fédération, c'est de prendre douze à dix-huit mois de retard et de casser la dynamique que l'on ressent dans les territoires franciliens.»* Au sein de la SGP, les représentants syndicaux s'alarment de l'éventuelle fuite des cerveaux d'ingénieurs si le projet semblait marquer le pas.

Les bâtisseurs ne sont pas les seuls à craindre un freinage. Nombre d'élus locaux sont persuadés que ce changement de gouvernance n'est qu'*«une perte de temps»*, selon le mot de Patrick Ollier, député-maire (UMP) de Rueil-Malmaison. *«C'est la première fois que je vois révoquer quelqu'un sans qu'on lui fasse le moindre reproche»*, persifle Patrick Devedjian, député (UMP) des Hauts-de-Seine. A droite, on parle de décision *«choquante»*, *«scandaleuse»*, *«inacceptable»* et de *«gâchis»*.

A gauche, on s'interroge. *«Ce dossier avançait bien. Le retour politique pour le gouvernement est bon, estime Gilles Favier, président communiste du conseil général du Val-de-Marne. Je ne comprends pas qu'il prenne le risque d'un retard.»* Pour le socialiste Jean-Yves Le Bouillonnet, président du comité stratégique de la SGP et donc représentant des élus locaux, le limogeage de Guyot est une grosse erreur du gouvernement : *«J'ai dit il y a un mois que ce changement serait extrêmement mal perçu par tous les acteurs. Il y a unanimité des élus. C'est le pire des signes que l'on donne à cette volonté partagée, pour des raisons qui sont sans doute externes au projet.»* Des raisons qui peuvent tenir de la vie des cabinets ministériels, où il faut bien que tel ou tel parte un jour ou l'autre, ou bien du souhait d'un grand élu, comme Claude Bartolone, d'avoir dans les instances dirigeantes du Grand Paris plutôt des hommes à lui.

Sibylle VINCENDON